**[81:A:5]**

 **Affidavit**

 [*no du dossier de la cour*]

 COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

 AFFAIRE INTÉRESSANT UNE ACTION PROJETÉE

 [*intitulé de l'instance*]

 AFFIDAVIT DE [*nom*]

 Je soussigné, [*nom*], de la municipalité de [*nom de la municipalité*], avocat pratiquant au sein du cabinet [*nom du cabinet*], DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Le présent affidavit est souscrit à l'appui d'une motion visant à autoriser le cabinet demandeur à intenter une action sur comptes avant l'expiration d'un délai de trente jours suivant la présentation de ces comptes, et une ordonnance l'autorisant à signifier les documents déposés à l'appui de sa motion en jugement sommaire en même temps que la déclaration dans l'action;

2. Je suis une associée du cabinet [*nom du cabinet*]. J'ai une connaissance directe de la plupart des faits exposés dans le présent affidavit; quant aux renseignements qui y figurent et qui m'ont été communiqués par des tiers, je les tiens pour véridiques.

3. La défenderesse dans l'action projetée a retenu mes services à plusieurs reprises au cours des derniers quinze ans, principalement dans des affaires de recouvrement de comptes. Elle a aussi confié certaines questions de nature commerciale à des associés du cabinet qui sont spécialisés en droit des affaires.

4. La défenderesse dans l'action projetée est une entreprise qui fabrique des pièces d'auto. Son usine est située à [*lieu*].

5. Le [*date*], la défenderesse dans l'action projetée m'a confié le mandat d'intenter une action contre la société [*dénomination sociale*] Inc.. Le président de la défenderesse dans l'action projetée m'a informé que la société [*dénomination sociale*] Inc. lui avait livré plusieurs milliers de composants défectueux. La défenderesse a incorporé ces composants à des pièces d'auto qu'elle a expédiées à ses clients et elle a dû rappeler à grands frais les pièces défectueuses.

6. [*Nom*] m'a confié le mandat d'intenter une action dans cette affaire et il a demandé à notre cabinet de ne pas présenter de compte avant six mois. Ainsi la défenderesse pourrait-elle terminer la fusion qu'elle projetait avec la société [*dénomination sociale*] Ltée, un autre fournisseur de pièces d'auto. [*Nom*] m'a expliqué qu'il ne voulait pas que l'action intentée contre [*dénomination sociale*] Inc. soit portée à la connaissance de [*dénomination sociale*] Ltée par les livres de la défenderesse pendant que les négociations délicates entourant la fusion étaient en cours. [*Dénomination sociale*] Ltée et [*dénomination sociale*] Inc. auraient été liées de quelque manière. Je n'étais guère satisfaite de cet arrangement, mais la Société [*dénomination sociale*] faisait affaire avec notre cabinet depuis longtemps et j'ai fini par accepter.

7. La déclaration a été délivrée le [*date*] et elle a été signifiée le [*date*] à [*dénomination sociale*] Inc. Une motion en radiation de certains paragraphes de la déclaration a été présentée par [*dénomination sociale*] Inc.. Le protonotaire [*nom*] a rejeté cette motion le [*date*]. Une défense nous a été signifiée le [*date*]. Notre cabinet a préparé un affidavit de documents et l'a signifié le [*date*]. L'interrogatoire préalable de [*dénomination sociale*] Inc. a débuté le [*date*]. Au [*date*], les services et les débours non facturés de cette affaire se chiffraient à environ ... $.

8. Le [*date*], un de mes associés m'a fait part d'une rumeur selon laquelle la défenderesse dans l'action projetée s'apprêtait

à déménager son entreprise à Mexico. J'ai été très surprise d'apprendre la nouvelle, car aucun membre du personnel de la défenderesse dans l'action projetée n'avait fait allusion à ce projet devant moi. Il semble que l'information nous soit parvenue par le biais d'un autre fabricant de pièces d'auto. Le [*date*], j'ai appelé [*nom*] pour lui demander si la rumeur avait quelque fondement. [*Nom*] m'a confirmé que le conseil d'administration avait effectivement décidé de déménager la société à Mexico, avec «armes et bagages». La majorité des employés avaient d'ailleurs déjà reçu un avis de congédiement. Lorsque j'ai demandé à [*nom*] à quel moment s'effectuerait le déménagement, il m'a répondu que l'usine fermerait probablement dans 10 jours et que le déménagement serait effectué au cours des quatre semaines suivant la fermeture.

9. J'ai alors demandé à [*nom*] quelles étaient les intentions de la défenderesse concernant l'action pendante contre [*dénomination sociale*] Inc. Il a répondu qu'il y réfléchirait, mais qu'il trouvait «insensé» de poursuivre cette action alors que la société quittait le Canada. Lorsque je lui ai demandé quels arrangements la défenderesse dans l'action projetée entendait prendre avec notre cabinet pour le paiement de nos honoraires dans ce dossier, [*nom*] a répondu : «Vous ne nous avez présenté aucun compte : je suppose que nous ne vous devons rien.» La conversation a pris fin plutôt abruptement.

10. Dès cette conversation terminée, j'ai préparé un compte des honoraires et des débours réclamés par notre cabinet pour l'action intentée contre [*dénomination sociale*] Inc. et j'ai fait remettre ce compte en main propre à la défenderesse dans l'action projetée. Je joins une copie de ce compte au présent affidavit comme pièce «A».

11. Je suis très inquiète de l'attitude de la défenderesse dans l'action projetée. Elle semble sur le point de quitter le ressort et de se désister de son action contre [*dénomination sociale*] Inc. sans avoir payé les montants que notre cabinet lui a dûment facturés dans cette action. Si nous sommes contraints d'attendre 30 jours avant d'intenter l'action projetée contre la défenderesse, je crois que nous ne parviendrons pas à obtenir jugement contre elle avant que tous ses éléments d'actif aient été déplacés dans un autre ressort.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.